



secretariat.federation@ufap.fr

# APPEL A MOBILISATION

## DANS ET HORS LES MURS, LES SPIP CREVENT DANS L'INDIFFERENCE GENERALE

Pantin, le 22 avril 2026

**Depuis des années, l'UFAP UNSa Justice alerte sur l'état critique des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation. Aujourd'hui, la situation n'est plus seulement préoccupante : elle est devenue structurellement insoutenable.**

Depuis des années, nous alertons. Depuis des années, nous dénonçons. Depuis des années, nous expliquons que les SPIP, comme les autres structures pénitentiaires, sont en train de craquer sous le poids du mépris institutionnel et de l'abandon politique.

### **ET POURTANT, RIEN. TOUJOURS RIEN.**

Pendant que les discours ministériels s'enchaînent sur la prévention de la récidive, l'individualisation des peines et le sens de la probation, sur le terrain, les personnels des SPIP sont abandonnés. A ce niveau, il ne s'agit plus d'un simple manque d'anticipation. **Il ne peut s'agir que d'un choix politique assumé.**

Plus de 1000 postes manquent aujourd'hui dans les SPIP, tous corps confondus, dont 850 CPIP. Depuis quatre ans, aucune politique sérieuse de création de postes n'a été engagée. Sauf pour alimenter l'expérimentation de la reprise du présentiel par les SPIP.

**Preuve que l'argent existe. Preuve que les moyens existent. Preuve que ce qui manque, c'est la volonté de de les employer pour l'insertion et la probation.**

Comme si cela ne suffisait pas, les personnels sont désormais désignés comme responsables d'un système que l'administration et les politiques ont eux-mêmes laissés s'effondrer.

Partout en France, des collègues sont convoqués en commissariat, entendus en gendarmerie, placés en garde à vue ou menacés de sanctions disciplinaires ... simplement pour avoir exercé leur métier ou tenté de le faire. Ça suffit !

**LES ALERTES ONT ETE FAITES. LES CONSTATS SONT CONNUS. LES COLLEGUES SONT  
EPUISES. DESORMAIS, IL FAUT UN RAPPORT DE FORCE.**

**L'UFAP UNSa Justice** appelle tous les personnels, quels que soient leur corps, leur grade ou leur sensibilité syndicale, à se rassembler en nombre pour exiger :

- **Un plan immédiat de résorption des emplois vacants** pour combler les 5 000 postes manquants tous corps et grades confondus ;
- **Le retour à des mobilités dignes pour tous corps et grades**, respectueuses des personnels et de leur vie familiale ;
- **Des mesures d'urgence face à la surpopulation carcérale**, qui détruit chaque jour un peu plus les conditions de travail et la sécurité de tous ;

**L'UFAP UNSa Justice** réitère l'appel à mobilisation dans son communiqué du 20 avril 2026. C'est avec responsabilité, avec lucidité, et dans l'essence même du combat syndical que **L'UFAP UNSa Justice** appelle, dès le lundi 27 avril, au blocage de l'ensemble des structures pénitentiaires.

**L'UFAP UNSa Justice** demande dès à présent à l'ensemble de ses bureaux locaux, dans les SPIP et toutes les structures pénitentiaires, de réunir des assemblées générales afin d'organiser un rapport de force et bâtir collectivement les conditions de la lutte.

Face à l'urgence, l'heure n'est plus aux divisions, nous appelons les organisations syndicales à s'unir à nos côtés pour mener ce combat unitaire, indispensable et salubre pour les personnels pénitentiaires !

**Le secrétaire général**

**Alexandre CABY**

**Le secrétaire national pour les SPIP**

**Simon-Pierre LAGOUCHE**